

**Money on the move: The future of Mobile Financial Services in
the African region and beyond : Côte d'Ivoire Case**

M. FOFANA Lanciné

*Chef du département "Observatoire et Marchés",
ARTCI, Côte d'Ivoire*

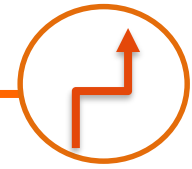
Côte d'Ivoire - Stats



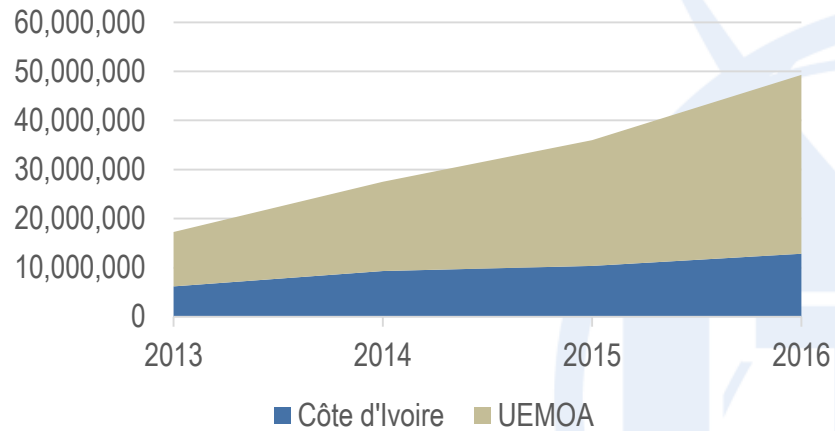
Abonnés Téléphonie Mobile au 3^{ème} trimestre 2017	32 291 295
Abonnés Mobile Money au 3^{ème} trimestre 2017	8 636 413
Emetteurs de Monnaie Electronique	7 (4 banques et 3 établissements de Monnaie électronique)
Volume des transactions électroniques en 2016	278 545 141
Valeur des transactions électroniques en 2016	4 923 380 067 378 XOF
...en 2017*	6 490 433 274 000 XOF
Taux d'activité en 2016	38%
Part dans l'UEMOA dans les comptes actifs Mobile Money en 2016	35,23%
IDI 2017	131^{ème} (2^{ème} en Afrique de l'Ouest)
Global Cybersecurity Index 2017	74^{ème} (8^{ème} en Afrique)



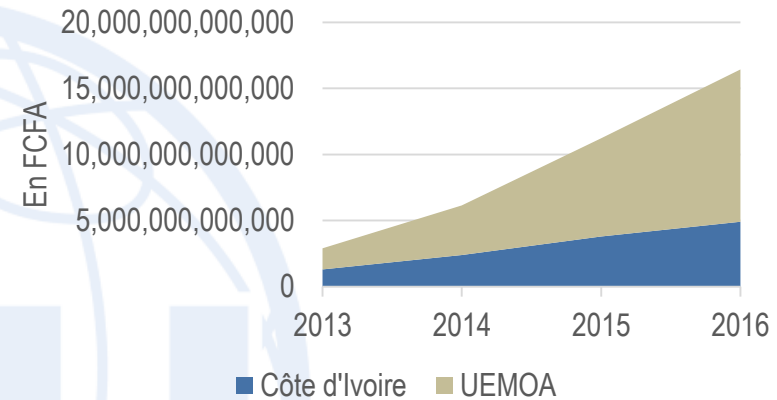
Côte d'Ivoire Vs UEMOA - Stats



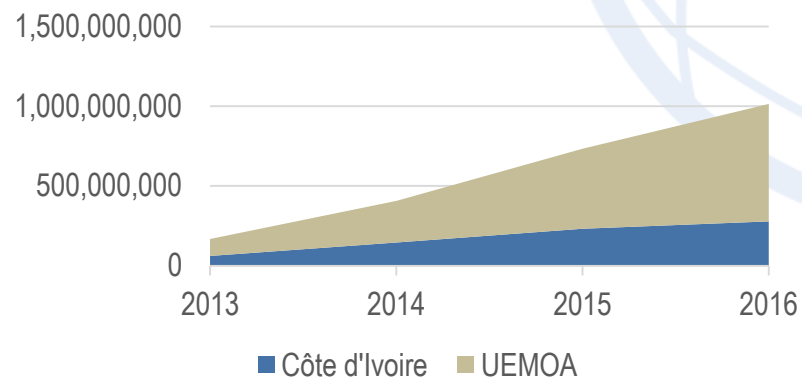
Souscripteurs



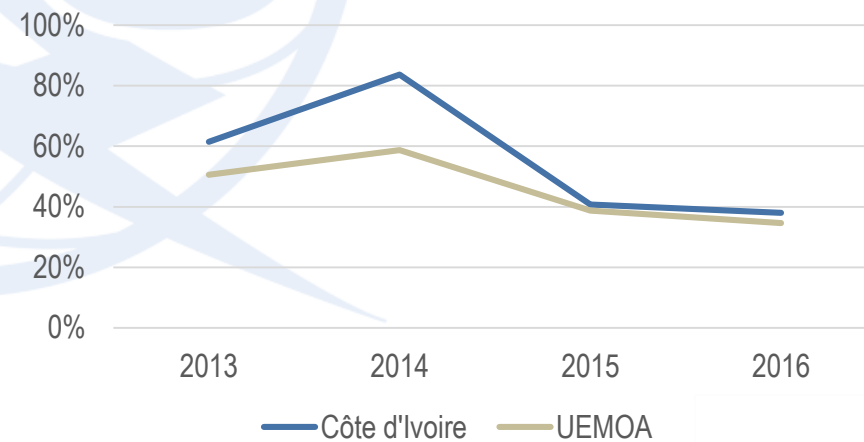
Valeur des transactions



Volume des transactions



Taux d'activité



Services disponibles en Côte d'Ivoire



Compte Mobile Money

- Epargne
- Retrait
- Achat de Crédit

Transfert d'argent

- Envoi & réception d'argent
- Paiement de salaire

Paiements & eServices

- Paiements marchands (commerce & e-Commerce, remise de monnaies, péages, stations d'essence, assurance)
- Tontine
- Factures (eau, électricité, télévision, internet)
- Frais d'inscriptions (scolaire, universitaires, concours)
- Impôt (pour les entreprises)

➔ Plus de services depuis l'Instruction n°008-005-2015 du 21 mai 2015 régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des établissements émetteurs de monnaie électronique.



ITU BRIDGING THE STANDARDIZATION GAP

Perspectives



Banque / Assurance

- Epargne avec taux d'intérêt
- Octroi / Remboursement de crédit
- Tous types d'assurance

Services

- Ouverture des API pour les services en ligne
- Vulgarisation des accès USSD

Citoyens

- Dématérialisation des démarches administratives

ACTIONS POUR L'INCLUSION FINANCIERE



Co-Régulation



Limites / Freins

- Existence de zone non couverte en téléphonie mobile
- Faible coopération entre les régulateurs financiers, télécoms et de la concurrence
- Rétention des informations par les opérateurs qui profitent du "flou" de la régulation



Actions menées

- Instruction 008-005-2015 régissant les activités de la BCEAO
- Séances de travail entre l'ARTCI et la BCEAO
- Consultation des acteurs au travers de séminaires organisés par l'ARTCI



Autres actions

- Cartographie des zones blanches et plan de désenclavement
- Partage d'informations entre régulateurs
- Cadre permanent d'échange

Confiance numérique



Limites / Freins

- Cybercriminalité
- Arnaques à répétitions
- Blanchiment d'argent / financement du terrorisme
- Relation client mitigée

Actions menées

- Information et sensibilisation des abonnés (Spots télévisés, SMS...)
- (Re)identification des abonnés
- Lois relative à la lutte contre la cybercriminalité, à la protection des données à caractère personnel et aux transactions électroniques
- Approbation de 3 organes de certification électronique
- Plateforme de Lutte contre la Cybercriminalité (ARTCI / Police)
- Comité Nationale de lutte contre la fraude

Autres actions

- Audit des SI des entreprises
- Plateforme ivoirienne de signature électronique et PKI racine
- Sécurisation des points de contacts Mobile Money
- Contrôle interne plus robuste des agents responsable de cette activité chez les opérateurs
- Stratégie nationale de lutte contre la Fraude

Fiabilité des données & accès au service



Limites / Freins

- Statistiques partielles/incomplètes transmises au régulateur télécom
- Traçabilité des paiements
- Absence de modèle de coûts
- Tarification injustifiée
- Accès aux API aux fournisseurs de service difficile



Actions / menées

- Obligation aux opérateurs de proposer une offre de référence USSD pour l'accès au mobile money contenue dans la décision de notification aux opérateurs puissants
- Surveillance des marchés et veille tarifaire



Autres actions

- Installation de sondes chez les opérateurs
- Mise en place d'un groupe de travail avec les impôts
- Elaboration d'un modèle de coûts spécifique au mobile money

